



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.012/2/V
du 2 septembre 2025

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire et candidats praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télémétrie et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2025'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.012/2/V
van 2 september 2025

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheelkundigen en kandidaat-tandheelkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2025'

Le 17 juillet 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 2 septembre 2025 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire et candidats praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télématique et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2025'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacances le 2 septembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 septembre 2025.

*

Op 17 juli 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 2 september 2025 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheekkundigen en kandidaat-tandheekkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2025'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 2 september 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 september 2025.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule, et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

En l'espèce, les articles 6, 2^o, et 8 du projet se rapportent à un tel traitement.

Le préambule mentionne, en intervertissant les versions néerlandaise et française, l'avis de l'Autorité de protection des données, sans toutefois en préciser la date, et il ne ressort pas du dossier communiqué à la section de législation que cet avis a été demandé.

Il sera veillé à l'accomplissement de la formalité requise.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

Article 6

Le 3° étant redondant avec le 2°, il sera omis.

Article 7

Dans son avis 77.380/2 du 6 février 2025, la section de législation a formulé l'observation suivante à propos d'une disposition analogue à celle figurant à l'article 7 :

« Tel que formulé, le paragraphe 2 manque de clarté.

Interrogée à cet égard, la déléguée a précisé que l'hypothèse visée était celle 'dans laquelle l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour l'octroi de l'intervention (sauf le numéro de compte du (candidat) praticien de l'art dentaire) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le (candidat) praticien de l'art dentaire'.

Contrairement à ce que laisse accroire le dispositif, la dispense de demande d'intervention s'applique ainsi à l'ensemble des (candidats) praticiens de l'art dentaire pour lesquels l'INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour le calcul de l'intervention et non pas à 'tout ou partie des (candidats) praticiens de l'art dentaire' »¹.

En l'espèce, si l'article 7 du projet ne vise plus « tout ou partie des (candidats) praticiens de l'art dentaire », il laisse entendre que l'INAMI disposerait encore d'un large pouvoir d'appréciation pour mettre en œuvre l'article 7, § 2, du projet puisque cette disposition prévoit que l'INAMI « peut » considérer la demande remplie. Il y a lieu de relever en outre une discordance entre les versions française et néerlandaise : alors que la version néerlandaise de cette disposition vise « de kandidaat-tandheerkundigen of de tandheerkundigen », autrement dit « tous les (candidats) praticiens de l'art dentaire », la version française vise « des » (candidats) praticiens de l'art dentaire.

La disposition sera revue aux fins de faire apparaître clairement que la demande est considérée comme remplie pour les candidats et les praticiens de l'art dentaire réunissant les conditions objectives prévues.

¹ Avis 77.380/2 donné le 6 février 2025 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 juin 2025 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière aux praticiens de l'art dentaire pour l'utilisation de la télémédecine et pour la gestion électronique des dossiers médicaux en 2024'.

OBSERVATION FINALE

Le texte sera relu attentivement en ce qui concerne la correction de la langue et la correspondance entre les deux versions linguistiques ².

*

² À titre d'exemple, dans la version française :

1° à l'article 2, 8°, ainsi que dans la suite du projet, il convient de remplacer le mot « détenteur » par le mot « détenteur » ;

2° à l'article 4, § 2, le mot « moi » sera à chaque fois remplacé par le mot « mois » ;

3° à l'article 4, § 2, 4°, il convient d'ajouter le mot « uniquement » après le mot « peut » ;

et dans la version néerlandaise :

1° au préambule, à l'alinéa 5, il convient d'écrire « inspecteur van Financiën » ;

2° au préambule, à l'alinéa 6, il sera écrit « de akkoordbevinding » en « Minister van Begroting » ;

3° au préambule, à l'alinéa 8, il y a lieu d'écrire « Gelet op advies nr. [...] » ;

4° à l'article 1^{er}, l'article défini précédant le mot « tandheelkundigen » sera omis et le verbe « kan » sera écrit au pluriel.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna de “AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en met overweging 96 van de preambule, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In casu hebben de artikelen 6, 2°, en 8 van het ontwerp betrekking op een dergelijke verwerking.

In de aanhef wordt, in een lid waarin de Nederlandse en de Franse tekst onderling van plaats verwisseld zijn, melding gemaakt van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit zonder dat evenwel de datum van dat advies wordt vermeld. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving bezorgd is, blijkt niet dat dit advies aangevraagd werd.

Er moet op toegezien worden dat dit verplichte vormvereiste vervuld wordt.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Artikel 6

Aangezien onderdeel 3° overlapt met onderdeel 2°, moet het weggelaten worden.

Artikel 7

In advies 77.380/2 van 6 februari 2025 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt over een soortgelijke bepaling als die welke in artikel 7 vervat is:

“De huidige redactie van paragraaf 2 is onduidelijk.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde aangegeven dat het gaat om het geval waarin ‘l’INAMI dispose déjà de toutes les informations utiles pour l’octroi de l’intervention (sauf le numéro de compte du (candidat) praticien de l’art dentaire) et que dans ce cas, aucune demande ne devra être introduite par le (candidat) praticien de l’art dentaire’.

In tegenstelling tot wat het dispositief doet uitschijnen, geldt de vrijstelling met betrekking tot de aanvraag tot tegemoetkoming zodoende voor alle (kandidaat-)tandheerkundigen over wie het RIZIV reeds alle nuttige informatie heeft voor de berekening van de tegemoetkoming, en niet voor ‘alle of een deel van de (kandidaat-)tandheerkundigen’.”¹

In casu is in artikel 7 van het ontwerp weliswaar niet langer sprake van “alle of een deel van de (kandidaat-)tandheerkundigen”, maar wekt dat artikel de indruk dat het RIZIV nog over een ruime beoordelingsbevoegdheid zou beschikken om uitvoering te geven aan artikel 7, § 2, van het ontwerp, aangezien het RIZIV luidens deze bepaling de aanvraag als voltooid “kan” beschouwen. Voorts dient te worden gewezen op een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van die bepaling: de Nederlandse tekst heeft het over “de”, dat wil zeggen “alle” (kandidaat-)tandheerkundigen, terwijl er in de Franse tekst sprake is van “des” (candidats) praticiens de l’art dentaire”.

De bepaling moet aldus worden herzien dat ze duidelijk stelt dat de aanvraag als voltooid beschouwd wordt voor de kandidaat-tandheerkundigen en de tandheerkundigen die voldoen aan de objectieve voorwaarden die gesteld worden.

¹ Advies 77.380/2 van 6 februari 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 2 juni 2025 ‘tot bepaling van de voorwaarden en de modaliteiten overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen een financiële tegemoetkoming verleent aan de tandheerkundigen voor gebruik van telematica en het elektronisch beheer van de medische dossiers in 2024’.

SLOTOPMERKING

De hele tekst moet nauwgezet herlezen worden wat betreft het correcte taalgebruik en de overeenstemming tussen de twee taalversies.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Bernard BLERO

² Bij wijze van voorbeeld dient in de Franse tekst

1° in artikel 2, 8°, en in het vervolg van het ontwerp het woord “détendeur” vervangen te worden door het woord “détenteur”;

2° in artikel 4, § 2, het woord “moi” telkens vervangen te worden door het woord “mois”;

3° in artikel 4, § 2, 4°, het woord “uniquement” toegevoegd te worden na het woord “peut”;

en dient in de Nederlandse tekst

1° in het vijfde lid van de aanhef “inspecteur van Financiën” geschreven te worden;

2° in het zesde lid van de aanhef “de akkoordbevinding” en “Minister van Begroting” geschreven te worden;

3° in het achtste lid van de aanhef “Gelet op advies nr. (...)” geschreven te worden;

4° in artikel 1, het lidwoord vóór “tandheelkundigen” te vervallen en het werkwoord “kan” in het meervoud geschreven te worden.